

AI Index: PRE 01/273/2008
06 November 2008

République démocratique du Congo. Il faut donner une direction éclairée afin de faire face à la crise immédiatement

Les dirigeants de l'Afrique et du monde qui se réunissent ce vendredi 7 novembre 2008 dans le cadre d'un sommet international à Nairobi, au Kenya, doivent de toute urgence faire pression sur le Conseil de sécurité des Nations unies pour qu'il envoie des renforts, des experts et des équipements spécialisés à la force de maintien de la paix de l'ONU dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), afin qu'elle soit en mesure d'assurer la protection de la population civile, a déclaré Amnesty International.

« La RDC est toujours au bord de la catastrophe humanitaire. Si, à l'évidence, il importe de trouver une solution à long terme, la priorité pour l'instant consiste à renforcer la capacité de la MONUC (la force de maintien de la paix de l'ONU) à protéger les civils et à garantir leur accès à l'aide humanitaire. Les dirigeants africains et le Conseil de sécurité de l'ONU peuvent contribuer à avancer sur cette voie », a indiqué Amnesty International.

L'organisation demande aux chefs d'État qui participent au sommet international de Nairobi et au Conseil de sécurité de :

- renforcer de toute urgence les contingents de maintien de la paix de la MONUC dans la province du Nord-Kivu, veiller à ce que les soldats de la paix soient en nombre suffisant, disposent des moyens nécessaires en matière d'obtention d'informations, de surveillance aérienne et d'autres ressources afin d'assurer la protection efficace des civils, de désamorcer d'éventuelles attaques des groupes armés contre la population locale, de défendre les opérations humanitaires et de faire appliquer l'embargo de l'ONU sur les armes à destination de la RDC, dans le droit fil du mandat de la MONUC ;
- exhorter toutes les parties au conflit à faire en sorte que les organismes d'aide humanitaire ne soient pas gênés dans leur travail et puissent apporter une assistance humanitaire aux personnes déplacées et particulièrement aux blessés, et mettre en place des couloirs humanitaires sécurisés dans toute la province ;
- faire pression sur les belligérants, notamment sur le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), ainsi que sur les gouvernements qui ont de l'influence sur eux, particulièrement le Rwanda, afin que la population civile soit épargnée ;
- faire pression sur les gouvernements de la RDC et du Rwanda afin qu'ils respectent leurs engagements pris dans le cadre du communiqué conjoint de Nairobi en novembre 2007, notamment de s'abstenir de toute propagande dénigrant l'autre partie et de ne pas apporter leur appui à des groupes armés, particulièrement au CNDP et aux FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) ;
- faire savoir que la justice et la fin de l'impunité sont au cœur de la quête d'une paix durable dans la région des Grands Lacs et que les attaques délibérées ou menées sans discrimination contre des civils et des soldats

de la paix s'acquittant de leur devoir de protection des civils constituent des crimes de guerre réprimés par le droit international.

Organisé sous l'égide des Nations unies, le sommet de Nairobi devra rassembler le secrétaire général Ban-ki Moon et les chefs d'État du Kenya, de la RDC, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Burundi et de l'Afrique du Sud, ainsi que des représentants de l'Union africaine. Des représentants des États-Unis et de l'Union européenne prendront sans doute part à cette réunion.

Dans les semaines qui viennent, les membres d'Amnesty International de par le monde vont entreprendre un travail de pression et de campagne auprès de leurs gouvernements afin d'appeler à une action internationale.

Complément d'information

La crise humanitaire et des droits humains dans l'est de la RDC s'est terriblement aggravée depuis le début du mois d'octobre, lorsque le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), sous le commandement du général rebelle Laurent Nkunda, a lancé une violente offensive contre les forces gouvernementales. En quatre jours, en octobre, le CNDP, qui compte selon les estimations quelque 6 000 combattants, a mis en déroute l'armée nationale, s'est emparé de la grande ville de Rutshuru et a progressé jusqu'aux portes (15 kilomètres) de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, avant de déclarer un cessez-le-feu unilatéral le 30 octobre.

Ces combats ont provoqué le déplacement à l'intérieur du pays d'au moins 250 000 civils, pour la plupart des femmes et des enfants, ce qui porte le nombre total de personnes déplacées dans cette province, en raison de ces affrontements et des précédents, à bien plus d'un million, voire à 1,6 million selon certaines estimations. Ces personnes se retrouvent dans une situation désespérée. Elles manquent de nourriture, d'eau, de médicaments et d'abris. Les opérations d'aide humanitaire commencent seulement à reprendre, certaines étant suspendues eu égard à la situation fragile en termes de sécurité, et il s'avère impossible d'acheminer cette aide à de nombreuses personnes déplacées, toujours inaccessibles.

Dans un rapport récent intitulé *North Kivu: No end to war on women and children* (index AI : AFR 62/005/2008, 29 septembre 2008), Amnesty International met en évidence les graves violations et atteintes aux droits humains commises par les parties au conflit dans cette province.

Pour consulter d'autres documents d'Amnesty International sur la situation en RDC, veuillez cliquer sur : <http://www.amnesty.org/fr/region/congo-rdc>.

FIN